

van de inrichtingen voor voorschools onderwijs, basisonderwijs, buitengewoon onderwijs, technisch onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen ».

d) In § 6, alinea 1 worden de woorden « van de commissie bepaald in § 3 » vervangen door de woorden « naargelang het geval, van de diensten van de Regering of van de commissie bepaald in § 3 ».

e) § 6 wordt vervolledigd met een alinea met de volgende tekst :

« Alinea 2 is niet van toepassing op de hypothesen in § 4, 2, c) ».

f) § 7 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 7. De diensten van de Regering of de in § 3 bedoelde commissie naargelang het geval moeten binnen een termijn van één maand advies verstrekken over de hen voorgelegde gevallen. Na deze termijn mag de minister in aanmerking nemen dat dit advies werd verstrekt. »

HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 54. Voor het schooljaar 2003/2004 worden de bevoegdheden bedoeld in artikel 2 en 3 van dit decreet uitgeoefend door de regionale, zonale en centrale reëctatiecommissies, bedoeld in voornoemd besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990, in voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 en in voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995.

Art. 55. Dit decreet treedt in werking op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van hoofdstuk II dat op 1 september 2004 van kracht wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J. M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004*

Stukken van de Raad. – Ontwerp van decreet nr. 514-1. – Commissieamendementen nr. 514-2 – Verslag nr. 514-3. *Integraal verslag.* – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 5 mei 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2263

[C – 2004/29228]

19 MAI 2004. — Décret modifiant le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Un article *4bis* est inséré après l'article 4 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, rédigé comme suit :

« Article *4bis* :

§ 1^{er}. Il est institué une commission de déontologie de l'aide à la jeunesse, dénommée commission de déontologie.

Sans préjudice de l'alinéa suivant, la commission de déontologie a pour mission de remettre un avis sur toutes les questions de déontologie en matière d'aide à la jeunesse, en ce compris les litiges résultant de l'application du code de déontologie. Cet avis est remis soit d'initiative, soit à la demande du ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, soit à la demande de personnes concernées par un litige ou une question de déontologie.

Lorsqu'un membre du personnel de la Communauté française contrevient au code de déontologie visé à l'article 4, alinéa 3, du présent décret, toute plainte émanant d'un autre membre du personnel de la Communauté française doit être introduite auprès de la commission de déontologie visée au titre V de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'Intérêt public. Ladite commission statue après avis de la commission de déontologie de l'aide à la jeunesse pour autant que ledit avis ait été rendu dans les délais requis par ou en vertu de l'article 49 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'Intérêt public.

§ 2. La commission de déontologie comprend sept membres, nommés pour un mandat renouvelable de quatre ans par le ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

Elle se compose de :

1° un magistrat;

2° un membre de la Ligue des droits de l'homme;

3° trois personnes issues de secteurs de la recherche scientifique;

4° un membre du conseil communautaire de l'aide à la jeunesse reconnu pour ses compétences et son expérience de terrain en matière d'aide à la jeunesse, de protection de la jeunesse et de protection de la mère et de l'enfant;

5° un licencié en psychologie clinique ou un docteur en médecine spécialisé en psychiatrie pouvant attester d'une expérience professionnelle en matière d'aide à la jeunesse, de protection de la jeunesse et de protection de la mère et de l'enfant.

Sont également nommés par le ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, pour assister aux réunions, avec voix consultative, deux membres du personnel de l'administration de l'aide à la jeunesse, dont un relevant des services extérieurs.

Lorsqu'une plainte est introduite par un membre du personnel de la Communauté française contre un autre membre du personnel de la Communauté française, conformément au § 1^{er}, alinéa 3, du présent article, les deux membres du personnel de l'administration de l'aide à la jeunesse assistent aux réunions avec voix délibérative.

§ 3. Le ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions nomme le Président parmi les membres.

La commission de déontologie a son siège à l'administration de l'aide à la jeunesse. Elle se réunit sur convocation du Président. Le secrétariat et la conservation des archives sont assurés par l'administration.

La commission de déontologie établit son règlement d'ordre intérieur, qu'elle soumet à l'approbation du ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions. Un procès-verbal de chaque réunion est dressé. Copie de ce procès-verbal est communiquée au ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

§ 4. Les demandes d'avis relatifs aux litiges ou aux questions de déontologie visés au § 1^{er}, alinéa 2 du présent article sont adressées par lettre recommandée au Président de la commission de déontologie.

Celle-ci statue sur l'opportunité de rendre un avis au cours de la réunion qui suit la demande. Sa décision est motivée.

Pour les plaintes visées au § 1^{er}, alinéa 3, du présent article, la saisine et la procédure prévues au chapitre 2 du titre V de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'Intérêt public sont respectés.

La commission de déontologie rend son avis dans les trois mois qui suivent la demande. Ce délai peut être prolongé pour une période de trois mois, renouvelable, sur décision motivée de ladite commission.

La commission de déontologie rend son avis après avoir pris toutes les informations qu'elle estime nécessaires et avoir entendu les personnes ou le service concernés.

Lorsque, conformément au § 1^{er}, alinéa 3, du présent article, la commission de déontologie remet un avis à la demande de la commission de déontologie visée au titre V de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'Intérêt public, le délai est d'un mois à dater de la réception de la demande.

L'avis relatif à un litige ou une question de déontologie est communiqué par la commission de déontologie au ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, ainsi qu'aux personnes et services concernés.

La commission de déontologie est tenue de se déclarer incompétente lorsque le litige fait l'objet d'une procédure juridictionnelle ou administrative.

§ 5. La commission de déontologie est tenue de dresser annuellement un rapport de ses activités et d'en assurer la publication. Ce rapport comporte en particulier les avis rendus au cours de l'année. La commission veille à ce que les avis ne comportent aucune mention permettant d'identifier les bénéficiaires de l'aide.

§ 6. La participation aux séances de travail de la commission de déontologie donne droit aux membres visés au § 2, alinéa 2, du présent article à un jeton de présence dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Les jetons de présence couvrent les travaux accessoires aux séances.

Les membres de la commission de déontologie ont droit au remboursement des frais de parcours et de séjour dans les conditions et suivant les taux fixés par la réglementation applicable aux membres du personnel des ministères.

Pour l'application du précédent alinéa, ils sont assimilés aux membres du personnel des ministères titulaires d'un grade classé au rang 13.

Les membres de la commission de déontologie sont autorisés à faire usage de leur véhicule personnel pour les déplacements nécessités par les activités de la commission.

Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des transports en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel. »

Art. 2. L'intitulé de la section 2 du Chapitre II du Titre II, les articles 1^{er}, 15°, 12, § 2, 16, 17, 18, 19, 27, § 2, du même décret sont modifiés comme suit :

Section 2 du chapitre II du titre II :

« Les garanties particulières quant au respect des droits des jeunes confiés à une institution publique de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé »

Article 1^{er}, 15° :

« 15° Institution publique: l'institution publique de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé de la Communauté française; »

Article 12, § 2 :

« Tout jeune placé dans un service résidentiel ou dans une institution publique en exécution d'une décision judiciaire prise en vertu de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou prise en vertu des articles 37, 38 et 39 du présent décret, est informé dès sa prise en charge de son droit de communiquer avec son avocat. »

Article 16, alinéa 1^{er} :

« Le Gouvernement fixe le règlement général des institutions publiques. Un exemplaire du règlement général et du règlement particulier à l'institution est remis à chaque jeune lors de son admission. »

Article 16, alinéa 3 :

« Les institutions publiques ne peuvent refuser un jeune placé en application de l'alinéa 2 pour un motif autre que l'absence de place. »

Article 17, alinéa 1^{er} :

« Tout jeune confié pour une période excédant quarante-cinq jours à une institution publique de protection de la jeunesse fait l'objet d'un rapport médico-psychologique établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille. »

Article 17, alinéa 4 :

« Tout jeune confié pour une période excédant quarante-cinq jours à une institution publique de protection de la jeunesse, fait l'objet d'une étude sociale effectuée par la section sociale du service de protection judiciaire. Le Gouvernement détermine les rubriques que doit comprendre l'étude sociale. »

Article 18, alinéa 1^{er} :

« L'accueil en milieu fermé ne peut être confié qu'à une institution publique de protection de la jeunesse. »

Article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er} :

« Une mesure d'isolement dans des locaux spécifiques ne peut être prise à l'égard d'un jeune qu'au sein d'une institution publique de protection de la jeunesse et lorsque ce jeune compromet sa sécurité physique ou celle des autres jeunes, du personnel ou des visiteurs. »

Article 27, § 2 :

« Cette compétence comporte notamment le pouvoir :

1° de stimuler et de coordonner l'action des conseils d'arrondissement;

2° de donner avis :

a) sur les normes d'agrément et de subvention des services, s'offrant à venir en aide de façon habituelle à des jeunes;

b) sur règlement général des institutions publiques, au moins tous les trois ans;

c) sur la nature des sanctions à prévoir à l'encontre des institutions, des services et des personnes auxquels s'applique le présent décret lorsque ceux-ci ne respectent pas les dispositions du titre de ce décret relatif aux droits des jeunes, sur les procédures d'engagement des poursuites et les recours dont ils disposent;

3° de formuler des propositions :

a) pour l'orientation générale de l'aide à la jeunesse;

b) de programmation en matière de service, institutions et autre moyens mis en œuvre pour l'application du présent décret;

c) sur l'organisation, la coordination et le cadre du personnel des institutions publiques, du service de protection judiciaire et du service de l'aide à la jeunesse;

4° d'établir et de publier un rapport tous les deux ans sur la situation de la protection de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse dans la Communauté française. Le rapport est déposé au Conseil de la Communauté française pour être transmis à ses membres et est ensuite rendu public;

5° de faire rapport tous les deux ans sur le type et le nombre de place nécessaire au sein des institutions publiques;

6° de proposer au Gouvernement le projet de code de déontologie visé à l'article 4, alinéa 3 ».

Art. 3. Le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 19 du même décret est abrogé.

Art. 4. L'article 24 du même décret est complété comme suit :

« Il fixe les délais dans lesquels les avis doivent être rendus et détermine la procédure à suivre si ceux-ci ne sont pas respectés. »

Art. 5. l'article 28, § 1^{er}, du même décret est complété par un point 23, rédigé comme suit :

« 23° un représentant des Délégués des sections sociales et de prévention générale des services de l'aide à la jeunesse et des sections sociales des services de protection judiciaire, choisi sur une liste de trois candidats proposée collégalement par les Délégués. »

Art. 6. Le deuxième alinéa de l'article 29 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement règle le fonctionnement du conseil communautaire et de ses sections et fixe les indemnités allouées à ses membres. Il fixe les délais dans lesquels les avis doivent être rendus et détermine la procédure à suivre si ceux-ci ne sont pas respectés. »

Art. 7. L'article 36, § 2, 3°, du même décret est abrogé.

Art. 8. A l'article 37, alinéa 1^{er}, 1°, in fine du même décret, il est ajouté les termes suivants : « ou bénéficiant du droit d'entretenir des relations personnelles en vertu de l'article 375bis du Code civil. »

Art. 9. Les articles 40, 41 et 42, ainsi que le titre VII du même décret sont abrogés.

Art. 10. L'article 53, abrogé par le décret du 6 avril 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

« En application de l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, un accord de coopération peut être conclu avec la Région wallonne, la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et l'Etat fédéral dans le but d'améliorer la prise en charge des jeunes visés par le présent décret. Cet accord s'attachera à régler, entre autre, le contenu général de protocoles de collaborations particuliers à conclure entre les conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse et les centres publics d'action sociale.

Le Gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires à l'application de l'alinéa 1^{er}.

Dans le cadre de sa mise en œuvre, cet accord de coopération veillera à prendre en compte les principes suivants :

1° La prise de contact avec le centre public d'action sociale ou avec le conseiller ou directeur compétent lors de l'orientation du jeune vers ceux-ci;

2° L'invitation des travailleurs sociaux du centre public d'action sociale ou du service de l'aide à la jeunesse ou du service de protection judiciaire à venir assister ou à être entendu lors de l'examen de la situation d'un jeune traité en commun par les deux services;

3° L'indication de l'objet et des motifs du refus d'octroi de l'aide ou du renvoi du jeune vers un autre service;

4° La définition de la nature et des catégories d'information que les centres publics d'action sociale et les conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse peuvent partager. »

Art. 11. L'article 54 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement arrête les conditions générales d'agrément et fixe la procédure d'agrément des organismes privés qui ont pour mission d'assurer la formation et le perfectionnement du personnel des différents secteurs, public et privé, de l'aide à la jeunesse, de la protection de la jeunesse et de l'aide sociale, après avoir pris l'avis du conseil communautaire et ce, sans préjudice des formations à destination du personnel du service public organisées par la Direction générale de l'aide à la jeunesse. Il statue sur les demandes d'agrément après avoir pris l'avis de la commission d'agrément visée à l'article 46. »

Art. 12. L'article 56 du même décret est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial

P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,

M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

Notes

(1) *Sessions 2003-2004.*

Documents du Conseil. – Projet de décret, n° 542-1. – Amendements de commissions, n° 542-2. — Rapport, n° 542-3.
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 11 mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2263

[C – 2004/29228]

19 MEI 2004. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Een artikel 4bis wordt toegevoegd na artikel 4 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, luidend :

« Artikel 4bis :

§ 1. Er wordt een commissie voor deontologie voor hulpverlening aan de jeugd opgericht, commissie deontologie' genoemd.

Zonder afbreuk te doen aan de volgende alinea, heeft de commissie deontologie als opdracht het indienen van een advies over alle deontologische vragen betreffende hulpverlening aan de jeugd, met inbegrip van rechtsgedingen die resulteren uit de toepassing van de deontologische code. Dit advies wordt ingediend ofwel uit eigen beweging, ofwel

op aanvraag van de minister die belast is met de hulpverlening aan de jeugd, ofwel op aanvraag van personen die betrokken zijn in een rechtsgeding of een deontologische kwestie.

Wanneer een personeelslid van de Franse Gemeenschap een inbreuk doet op de deontologische code bedoeld in artikel 4, alinea 3 van dit decreet, moet elke klacht die uitgaat van een ander personeelslid van de Franse Gemeenschap worden ingediend bij de commissie deontologie bedoeld in titel V van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 die de deontologische code van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van bepaalde Instellingen van Openbaar Nut bevat. Voormelde commissie doet na het advies van de commissie deontologie voor de hulpverlening aan de jeugd uitspraak, in zoverre voormeld advies werd ingediend binnen de termijn vereist door of krachtens artikel 49 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 over de deontologische code van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van bepaalde instellingen van openbaar nut.

§ 2. De commissie deontologie omvat zeven leden, benoemd met een hernieuwbaar mandaat van vier jaar door de minister die belast is met de hulpverlening aan de jeugd.

Ze bestaat uit :

- 1° een magistraat;
- 2° een lid van de Liga voor de rechten van de mens;
- 3° drie personen uit de sectoren van het wetenschappelijk onderzoek;
- 4° een lid van de Gemeenschapsraad voor jeugdbijstand erkend voor zijn bekwaamheid en ervaring op het gebied van hulpverlening aan de jeugd, jeugdbescherming en bescherming van moeder en kind;
- 5° een licentiaat in de klinische psychologie of een dokter in de geneeskunde gespecialiseerd in psychiatrie die een professionele ervaring kan bewijzen op het gebied van hulpverlening aan de jeugd, jeugdbescherming en bescherming van moeder en kind.

Worden eveneens benoemd door de minister belast met de hulpverlening aan de jeugd, om met raadgevende stem deel te nemen aan de vergaderingen, twee leden van het personeel van het bestuur van de hulpverlening aan de jeugd, waarvan één afkomstig van de externe diensten.

Wanneer er een klacht wordt ingediend door een personeelslid van de Franse Gemeenschap tegen een ander personeelslid van de Franse Gemeenschap, conform § 1, alinea 3 van dit artikel, nemen de twee personeelsleden van het bestuur van de hulpverlening aan de jeugd deel aan de vergaderingen met raadgevende stem.

§ 3. De minister belast met de hulpverlening aan de jeugd benoemt de Voorzitter onder de leden.

De commissie deontologie heeft haar zetel bij het bestuur van de hulpverlening aan de jeugd. Ze vergadert op convocatie van de Voorzitter. Het secretariaat en de bewaring van de archieven worden verzekerd door het bestuur.

De commissie deontologie stelt haar huishoudelijke reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de minister belast met de hulpverlening aan de jeugd. Er wordt een verslag opgesteld van elke vergadering. Een kopie van dit verslag wordt doorgegeven aan de minister belast met de hulpverlening aan de jeugd.

§ 4. De aanvragen voor adviezen betreffende rechtsgedingen of deontologische kwesties bedoeld in § 1, alinea 2 van dit artikel, worden aan de hand van een aangetekend schrijven gericht aan de Voorzitter van de commissie deontologie.

Deze beslist of het geschikt is om een advies in te dienen tijdens de vergadering die volgt op de aanvraag. Haar beslissing is gemotiveerd.

Voor de klachten bedoeld in §1, alinea 3, van dit artikel, worden de aanhangigmaking en de procedure voorzien in hoofdstuk 2 van titel V van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 over de deontologische code van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van bepaalde instellingen van openbaar nut gerespecteerd.

De commissie deontologie dient haar advies in binnen de drie maanden die volgen op de aanvraag. Deze termijn kan worden verlengd met een hernieuwbare periode van drie maanden mits een gemotiveerde beslissing van de voormelde commissie.

De commissie deontologie geeft haar advies na alle informatie te hebben ingewonnen die zij nodig acht en de betrokken personen of dienst te hebben gehoord.

Wanneer, conform § 1, alinea 3 van dit artikel, de commissie deontologie een advies indient op aanvraag van de commissie deontologie bedoeld in titel V van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 over de deontologische code van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van bepaalde instellingen van openbaar nut, is de termijn één maand vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Het advies betreffende een rechtsgeding of een deontologische kwestie wordt door de commissie deontologie doorgegeven aan de minister die belast is met de hulpverlening aan de jeugd, alsook aan de betrokken personen en diensten.

De commissie deontologie is gehouden aan het verklaren van haar onbevoegdheid wanneer een rechtsgeding het voorwerp is van een juridische of administratieve procedure.

§ 5. De commissie deontologie wordt gehouden aan het jaarlijks opstellen van een activiteitenverslag en aan de publicatie ervan. Dit verslag bevat in het bijzonder de adviezen die worden ingediend in de loop van het jaar. De commissie zorgt ervoor dat de adviezen geen enkele vermelding bevatten waardoor de hulpgerechtigden kunnen worden geïdentificeerd.

§ 6. De deelname aan de werksessies van de commissie deontologie geeft de leden bedoeld in § 2, alinea 2 van dit artikel recht op een presentiepenning waarvan het bedrag wordt vastgelegd door de Regering.

De presentiepenningen dekken de bijkomende werkzaamheden voor de sessies.

De leden van de commissie deontologie hebben het recht op een terugbetaling van de vervoers- en verblijfskosten binnen de bepalingen en volgens de tarieven vastgelegd door de reglementering van toepassing op personeelsleden van de ministeries.

Voor de toepassing van de vorige alinea worden ze gelijkgesteld aan personeelsleden van de ministeries die houder zijn van een graad die valt onder rang 13.

De leden van de commissie deontologie mogen gebruik maken van hun persoonlijk voertuig voor de verplaatsingen die worden vereist door de activiteiten van de commissie.

Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat zou worden betaald door de Franse Gemeenschap in geval het openbaar vervoer werd gebruikt.

De Franse Gemeenschap neemt de dekking van risico's die voortvloeien uit het gebruik door de leden van hun persoonlijk voertuig, niet voor haar rekening. »

Art. 2. De titel van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel II, de artikelen 1, 15°, 12, § 2, 16, 17, 18, 19, 27, § 2, van hetzelfde decreet worden als volgt aangepast :

Afdeling 2 van hoofdstuk II van titel II :

« De bijzondere vrijwaring van de rechten van de jongeren toevertrouwd aan een overheidsinstelling voor jeugdbescherming, met een open of gesloten regime. »

Artikel 1, 15° :

« 15° : overheidsinstelling : overheidsinstelling voor jeugdbescherming, met een open of gesloten regime, van de Franse Gemeenschap; »

Artikel 12, § 2 :

« Iedere jongere die in een residentiële dienst of een overheidsinstelling wordt geplaatst ter uitvoering van een rechterlijke beslissing genomen krachtens de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming of genomen krachtens de artikelen 37, 38 en 39 van dit decreet, wordt, zodra hij wordt opgenomen, op de hoogte gebracht van zijn recht in contact te komen met zijn advocaat. »

Artikel 16, alinea 1 :

« De Regering stelt het algemeen reglement van de overheidsinstelling vast. Een exemplaar van het algemeen reglement en van het reglement eigen aan de instelling, wordt aan iedere jongere bij zijn opneming overhandigd. »

Artikel 16, alinea 3 :

« De overheidsinstellingen kunnen niet weigeren een bij toepassing van lid 2 geplaatste jongere op te vangen om een andere reden dan gebrek aan plaats. »

Artikel 17, alinea 1 :

« Over iedere jongere die voor een periode die langer is dan vijftien dagen aan een overheidsinstelling wordt toevertrouwd, wordt een medisch-psychologisch verslag opgemaakt door de pluridisciplinaire ploeg van de instelling die hem opvangt. »

Artikel 17, alinea 4 :

« Over iedere jongere die voor een periode die langer is dan vijftien dagen aan de overheidsinstelling wordt toevertrouwd, wordt een sociale studie gemaakt door de sociale afdeling van de dienst voor gerechtelijke bescherming. De Regering bepaalt de rubrieken die de sociale studie moet omvatten. »

Artikel 18, alinea 1 :

« De opvang in een gesloten milieu kan alleen worden toevertrouwd aan een overheidsinstelling voor jeugdbescherming. »

Artikel 19, § 1, alinea 1 :

« Een maatregel tot afzondering in specifieke lokalen kan ten aanzien van een jongere alleen in een overheidsinstelling worden genomen, en alleen wanneer die jongere zijn lichamelijke veiligheid of die van de andere jongeren, van het personeel of van de bezoekers in het gedrang brengt. »

Artikel 27, § 2 :

« Deze bevoegdheid houdt inzonderheid de macht in om :

1° het optreden van de arrondissementsraden aan te moedigen en te coördineren;

2° adviezen uit te brengen;

a) over de normen voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten die zich bereid verklaren doorgaans hulp te verlenen aan jongeren;

b) over het algemeen reglement van de overheidsinstellingen, ten minste om de drie jaar;

c) over de aard van de sancties die te bepalen zijn ten aanzien van de instellingen, diensten en personen waarop dit decreet van toepassing is, wanneer die de bepalingen van de titel van dit decreet betreffende de rechten van de jongeren niet naleven, over de procedures tot instellen van vervolgingen en over de beroepen waarover ze beschikken.

3° voorstellen te doen inzake :

a) algemene oriëntatie op het gebied van hulpverlening aan de jeugd;

b) programmering betreffende de diensten, instellingen en andere middelen die worden aangewend voor de toepassing van dit decreet;

c) organisatie, coördinatie en de personeelsformatie van de overheidsinstellingen, van de dienst voor gerechtelijke bescherming en van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd;

4° om de twee jaar een verslag op te maken en bekend te maken over de toestand op het vlak van jeugdbescherming en hulpverlening aan de jeugd in de Franse Gemeenschap. Het verslag wordt bij de Raad van de Franse Gemeenschap ingediend om aan de leden ervan te worden medegedeeld, en wordt dan openbaar gemaakt;

5° om de twee jaar verslag uit te brengen over het type en het aantal noodzakelijke plaatsen binnen de overheidsinstellingen;

6° aan de Regering het ontwerp van deontologieregels bedoeld in artikel 4, lid 3 voor te stellen. »

Art. 3. De laatste alinea van paragraaf 2 van artikel 19 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Zij bepaalt de termijnen waarbinnen de adviezen moeten worden ingediend en bepaalt de te volgen procedure als de termijnen niet worden gerespecteerd. »

Art. 5. Artikel 28, § 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld door een punt 23, luidend :

« 23° een vertegenwoordiger van de Afgevaardigden van de sociale afdeling en van de afdeling algemene preventie van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en van de sociale afdeling en de afdeling rechtsbescherming, gekozen op een lijst met drie kandidaten collegiaal voorgedragen door de Afgevaardigden. »

Art. 6. De tweede alinea van artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering regelt de werking van de Gemeenschapsraad en van zijn afdelingen, en bepaalt de vergoedingen die aan zijn leden wordt toegekend. Zij bepaalt de termijnen waarbinnen de adviezen moeten worden ingediend en bepaalt de te volgen procedure als de termijnen niet worden gerespecteerd. »

Art. 7. Artikel 36, § 2, 3° van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 8. Aan artikel 37, alinea 1, 1°, in fine van hetzelfde decreet worden de volgende termen toegevoegd : « of genietend het recht persoonlijk contact te onderhouden krachtens artikel 375bis van het Burgerlijk Wetboek. »

Art. 9. Artikelen 40, 41 en 42, alsook titel VII van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 10. Artikel 53, opgeheven door het decreet van 6 april 1998, wordt hersteld in de volgende lezing :

« In toepassing van artikel 92bis, § 1 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kan er een samenwerkingsovereenkomst worden gesloten tussen het Waalse Gewest, het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Federale Staat, met als doel het verbeteren van de zorg voor de jongeren bedoeld in dit decreet. Deze overeenkomst zal zich toeleggen op de regeling van onder andere de algemene inhoud van de bijzondere samenwerkingsprotocollen af te sluiten tussen de raadgevers en de directeurs voor de hulpverlening aan de jeugd en de overheidsinstellingen voor sociale actie.

De Regering zal alle nodige maatregelen treffen voor de toepassing van alinea 1.

In het kader van haar uitvoering, zal dit samenwerkingsakkoord rekening houden met de volgende principes :

1° Het contact opnemen met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of met de raadgever of directeur bevoegd tijdens de oriëntatie van de jongere naar deze;

2° De uitnodiging van sociale werkers van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, de dienst voor de hulpverlening aan de jeugd of de dienst voor rechtsbescherming om deel te nemen aan of gehoord te worden tijdens het onderzoek naar de situatie van de jongere die gelijktijdig wordt behandeld door de twee diensten;

3° De aanduiding van de grond en de motieven voor een weigering van de toekenning van hulp of voor het doorsturen van de jongere naar een andere dienst;

4° De definitie van de aard en de categorieën van informatie die de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de raadgevers en directeurs voor de hulpverlening aan de jeugd kunnen delen. »

Art. 11. Artikel 54 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering bepaalt de algemene voorwaarden voor de erkenning en bepaalt de erkenningsprocedure voor de privé-instellingen met als doel het verzekeren van de opleiding en de bijscholing van het personeel van de verschillende openbare en privé-sectoren voor hulpverlening aan de jeugd, jeugdbescherming en sociale hulp, na het advies te hebben ingewonnen van de Gemeenschapsraad en dit, zonder afbreuk te doen aan de opleidingen bestemd voor het personeel van de overheidsdienst georganiseerd door de algemene directie van de hulpverlening aan de jeugd.

Zij doet uitspraak over de erkenningsaanvragen na de mening te hebben ingewonnen van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 46. »

Art. 12. Artikel 56 van hetzelfde decreet wordt opgeheven

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 mei 2004.

De Minister-President, belast met internationale betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota's

(1) *Zitting 2003 – 2004.*

Stukken van de Raad. – Ontwerp van decreet, nr. 542-1 – Verslag, nr. 542-2.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 mei 2004.